

[20minutes.fr](http://www.20minutes.fr)

200.000 personnes ont battu le pavé, selon la CGT

Boris Horvat AFP | *Les syndicats battent le pavé mardi, jour de la fête du travail, en ordre dispersé mais avec la volonté commune d'inscrire le social au coeur du second tour de la présidentielle et de prendre date pour les échéances d'après-élections.*

Selon la CGT, ils sont plus de 200.000 personnes en France, dont 60.000 à Paris, à avoir battu le pavé en ce jour de fête du Travail. Soit près du double des cortèges de 2005 et 2006, en ordre dispersé mais avec la volonté commune d'inscrire le social au coeur du second tour de la présidentielle. Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, a averti à Metz, où il défilait, qu'il défendrait «bec et ongles» la reconnaissance des organisations syndicales dans les entreprises, un des résultats de Mai 1968, dont Nicolas Sarkozy envisage de «liquider l'héritage». Quelques 250 manifestations sont ainsi prévues dans toute la France, plus ou moins unitaires selon les régions. Tour d'horizon.

Paris : Plusieurs milliers de personnes - 25.000 selon la police, 65.000 selon la CGT - ont manifesté de la République à Nation pour le principal défilé parisien du 1er mai, à l'appel de plusieurs syndicats et avec la participation de partis de gauche. Cette manifestation, où beaucoup de participants arboraient un autocollant «stop Sarko», était organisée par la CGT, l'Unsa (autonomes), la FSU (enseignants), Solidaires (syndicats Sud) et par le syndicat étudiant Unef. Des mouvements politiques de gauche, notamment le PCF, le Mouvement des jeunes socialistes, la LCR d'Olivier Besancenot et Lutte Ouvrière, avec la présence d'Arlette Laguiller, avaient pris place en fin de cortège. Les leaders syndicaux, Bernard Thibault (CGT), Alain Olive (Unsa), Gérard Aschiéri (FSU), Annick Coupé (Solidaires) et Bruno Julliard (Unef), ouvraient la marche, derrière une banderole proclamant «tous ensemble pour le progrès social et la paix». Les réponses de Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy aux questions sociales «ne sont pas de même nature», a déclaré Bernard Thibault (CGT), ajoutant craindre l'installation d'un gouvernement «largement acquis à la cause du Medef» après les élections.

Environ un millier de manifestants se sont réunis pour la fête du Travail Place d'Italie à Paris, à l'appel des syndicats FO d'Ile de France, afin de «faire pression sur le futur gouvernement». Réunis derrière une banderole proclamant «la République toujours, les revendications tout de suite», les manifestants devaient défiler en direction de la Place de la Commune de Paris (XIII^e arrondissement). L'ancien secrétaire général de la confédération FO, Marc Blondel, avait pris place dans le cortège. D'autres banderoles portées par des militants martelaient: «Pas touche à la Sécu de 45, garantie de l'emploi pour tous» ou «Retraites par répartition, 37 ans de cotisation pour tous».

De 3 à 4.000 militants de la CFTC, venus de toute la France, ont manifesté place de la République dans une ambiance bon enfant et devaient se retrouver 5.000 à la fin de leur manifestation au square d'Anvers. Ce 1er mai est placé, pour le syndicat chrétien, sous le signe de «l'harmonisation des temps de vie, temps pour le travail, temps pour la famille, temps pour la vie associative et temps pour les loisirs».

Plusieurs centaines de manifestants anarchistes ont défilé de leur côté, appelant à l'«action directe contre le capital». Réuni à l'appel du syndicat CNT ([Confédération nationale du travail](#)), et des mouvements politiques Fédération anarchiste (FA) et Alternative libertaire, le cortège est parti en milieu de journée de la Place des fêtes (XIX^e arrondissement) à la Place de la République. Il devait rejoindre la manifestation CGT-FSU-Unsa-Solidaires-Unef organisée dans l'après-midi.

Toulouse : Quelques 5.000 personnes selon les organisateurs, 3.500 selon la police, ont défilé sous la

pluie, à l'appel des syndicats CGT, UNSA, FSU, CFDT, Solidaires et de la LCR. La CGT était largement représentée, notamment par des [salariés d'Airbus](#) touchés par le plan drastique de restructuration [Power8](#) qui prévoit notamment 2.300 suppressions d'emplois sur les sites toulousains de l'avionneur. Une banderole du syndicat proclamait en milieu de cortège «Airbus, retrait du plan Power8, pour une dynamique de l'emploi industriel». Xavier Petrachi, délégué syndical central CGT à Airbus, qui a concédé une «faible mobilisation» pour ce 1er mai, a estimé que «le front syndical chez Airbus n'existe plus, il est fini, après que la CGC et la CFDT ont dénoncé Power8 avant d'en accepter finalement les conséquences».

FO, syndicat majoritaire chez l'avionneur, a décidé d'organiser seule un rassemblement de ses militants à son siège départemental, où une centaine de personnes étaient présentes au début des prises de parole vers 10h.

Lille : Environ 1.400 personnes selon les organisateurs, 1.000 selon la police, ont défilé dans un quartier populaire à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la FSU, d'Unsa et de Solidaires. Les manifestants ont défilé derrière une banderole proclamant «Ensemble le 1er mai: Agir, lutter, revendiquer». Des militants du PCF, de la LCR, de Lutte ouvrière, des Verts ou encore des MJS ont également défilé en queue de cortège. Comme chaque année à Lille, les militants Force ouvrière n'ont pas manifesté mais se sont réunis à la Bourse du travail en présence de leur secrétaire général, Jean-Claude Mailly.

Marseille : Plusieurs milliers de personnes ont défilé pour la «liberté, l'égalité, la fraternité, la paix et la justice sociale». Les manifestants, rassemblés à l'appel de la CGT, la CFDT, la FSU, l'Unsa, Solidaires, l'Unef et l'UNL, étaient au nombre de 20.000 selon les organisateurs et de 3.300, selon la police.

Lyon : 3.100 personnes sont parties de la Place Bellecour jusqu'à la Bourse du travail, soit un chiffre sensiblement comparable à celui de l'année précédente. FO et la CNT ont fait cortège à part, réunissant quelques dizaines de personnes.

Grenoble : La police a estimé à 3.000 le nombre de participants, soit le double du comptage de l'année dernière. Les organisateurs n'ont pas souhaité compter les participants. En tête de cortège, on pouvait lire sur une grande banderole : «Pour la paix et le progrès social» avec les sigles de la CGT, FSU, de l'UNSA, de l'UNEF et de l'UNL, premier syndicat lycéen. Le cortège était formé notamment d'importantes délégations politiques, venant notamment de la LCR, du PC, du PS, des Verts, de Lutte Ouvrière ou encore des Jeunes Radicaux de gauche.

Clermont-Ferrand : 1.700 personnes selon la police, 2.000 selon les manifestants ont défilé. La CFDT s'était désolidarisée de la manifestation, craignant une récupération politique du défilé.

Rennes : Des milliers de personnes, 2.000 selon la police, 5.000 selon les syndicats, ont participé à une manifestation unitaire à l'appel des syndicats CGT, CFDT, CFTC, FSU, Unsa et Unef. Des salariés d'[Alcatel](#) chantaient «Mon emploi est parti en Chine, ça me déprime, j'ai perdu mon emploi, c'est la faute à Russo (la directrice générale d'Alcatel Patricia Russo)», alors que des salariés de la Barre Thomas scandaient «Ne touchez pas à la Barre Thomas, arrêt immédiat des licenciements».

Caen : Une manifestation à l'appel de tous les syndicats -sauf FO qui tenait un meeting au même moment- a rassemblé entre 2.000, selon la police, et 2.500 personnes selon les syndicats.

Nantes : La manifestation a rassemblé entre 1.800 (selon la police) et 3.000 personnes (selon les syndicats), CGT en tête, dans un cortège calme où figuraient notamment des salariés d'Airbus qui brandissaient des panneaux «Oui au développement industriel, la région a besoin d'Airbus». Etaient notamment présents dans cette manifestation le PCF et de nombreuses autres organisations d'extrême gauche. Les enjeux de la présidentielle étaient quasiment absents de ce défilé qui a rassemblé un peu plus de monde qu'à l'accoutumée mais beaucoup moins qu'en 2002.

Bordeaux : Derrière une banderole soulignant la solidarité entre tous les travailleurs du monde, 2.500 à 3.000 personnes, selon la police et les organisateurs, ont répondu à l'appel des syndicats - excepté Force ouvrière, qui organisait sa propre réunion - et de partis politiques de gauche.

20Minutes.fr, éditions du 01/05/2007 - 14h32

dernière mise à jour : 01/05/2007 - 18h24